

# Les théories économiques de la croissance agricole

ALAIN MOUNIER

COLLECTION





COLLECTION

**Les théories  
économiques  
de la  
croissance agricole**

**Les ouvrages INRA-Economica visent aussi bien à faire le point sur des problèmes de fond qu'à exposer des résultats de travaux scientifiques intéressant un public élargi, dans les domaines couverts par les recherches du département d'Économie et Sociologie Rurales de l'Institut National de la Recherche Agronomique.**

**Par sa responsabilité éditoriale dans cette coédition, l'INRA souhaite donner plus d'écho aux travaux de ses chercheurs, mais il entend aussi promouvoir des ouvrages d'auteurs, français ou étrangers, contribuant à l'avancement des connaissances et au débat scientifique dans ces domaines.**

# **Les théories économiques de la croissance agricole**

**ALAIN MOUNIER**



147, rue de l'Université  
75341 Paris Cedex 07



**ECONOMICA**  
49, rue Héricart, 75015 Paris

© INRA, 1992

© Ed. Économica, 1992

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution  
réservés pour tous les pays.

Je dédie cet ouvrage à la mémoire de Bernard Rosier. Il en avait encouragé les premières ébauches et aurait certainement aimé mesurer l'intérêt de ses conseils amicaux.

A.M.





*Il y avait en plus un grand nombre de "profanes", c'est-à-dire d'auteurs qui soutenaient des systèmes théoriques de leur cru, et condamnaient la théorie professionnelle sans se soucier de la maîtriser. Il y avait enfin autre chose. Comme toujours, la majorité des économistes était absorbée par l'étude des faits et des problèmes pratiques des divers départements de la politique publique. La théorie ne servait pas à grand chose pour cette majorité.*

Schumpeter J., *Histoire de l'analyse économique*, Gallimard, Paris 1983, tome 3, p. 273.



## INTRODUCTION

En 1969, Thorbecke constatait que les discussions sur les stratégies de développement avaient profondément modifié les analyses de la croissance agricole<sup>1</sup>. Il entendait par là que de plus en plus d'économistes rejetaient la responsabilité de l'échec des stratégies de développement dans le tiers-monde sur des théories qui avaient prôné l'industrialisation à marche forcée et s'étaient rendues coupables d'une ignorance quasi totale de l'importance stratégique de l'agriculture dans la croissance économique. Cette remarque partagée par la grande majorité des économistes agricoles leur a servi de fer de lance pour introduire plus centralement leur spécialité dans l'économie du développement et pour grignoter un espace trop largement à leur gré occupé par les spécialistes de la macro-économie et de l'économie industrielle. La prétention militante des économistes, voire des sociologues ruraux est loin d'être illégitime pour les pays du tiers-monde dont l'agriculture reste encore le secteur de production et d'emploi prédominant. Elle est tout à fait recevable aussi dans les pays industrialisés où l'on a pris conscience récemment que l'agriculture conservait un rôle primordial, sinon dans la production et l'emploi, du moins dans la gestion de la contrainte extérieure et plus encore de l'espace territorial et des écosystèmes.

Mais la revendication d'une position éminente des économistes agricoles dans la profession a justifié, par un mouvement pendulaire bien normal, la dérive inverse : donner toute la place à l'agriculture sous prétexte qu'on ne lui avait pas accordé celle méritée, jusqu'à en oublier le reste de l'économie. Cette dérive, en grande partie voulue par la qualité des connaissances scientifiques prétendument attachée à la spécialisation de la recherche, est celle d'une approche "ruraliste". Elle privilégie l'analyse de l'agriculture comme un isolat, sans exté-

---

1. THORBECKE E (ed). *The Role of Agriculture in Economic Development*. National Bureau of Economic Research. Columbia University Press. New York, 1969.

rieur à elle-même. Les relations avec le reste de l'économie ne sont pas ignorées mais sont arrimées à des variables exogènes. Dans ces conditions, les modèles globaux de croissance, conçus pour l'analyse macro-économique semblent transposables à l'agriculture moyennant des aménagements mineurs. Cette transposition incite l'analyse de la croissance agricole à une démarche mimétique par rapport aux théories générales de la croissance et du développement économique. La plupart des manuels s'intéressant à l'analyse de la croissance agricole privilégie ce point de vue "agro-agricole", mais tous ne remontent pas aux problématiques d'économie générale qui l'ont inspirée<sup>1</sup>.

Pourtant la littérature théorique sur la croissance agricole est loin d'être circonscrite à l'approche ruraliste et globale ; elle n'est pas le monopole non plus des économistes agricoles. Elle est constituée aussi, – comme incrustation ou immersion –, des théories plurisectorielles de la croissance économique, que le secteur agricole y soit traité de façon spécifique ou assimilé à un secteur comme un autre. Là, l'économie est considérée comme une structure que l'évolution fait craquer, se déformer, se métamorphoser. L'agriculture est un des éléments de cette structure qui, dans le mouvement de l'histoire, subit et influence à la fois la croissance économique et le changement social d'ensemble. La théorie de la croissance agricole est construite dans cette optique par l'interprétation des relations dialectiques, nationales et internationales, entre l'agriculture et le reste de l'économie. Elle n'est plus mimétique mais partie intégrante de l'économie de la croissance ou de l'économie du développement<sup>2</sup>.

Ces deux approches, globale et plurisectorielle, structurent le présent ouvrage. *Les modèles globaux* de la croissance agricole traitent de la question de savoir quels sont *les facteurs du développement*. *Les modèles plurisectoriels* s'interrogent sur les *secteurs du développement*. Ce plan d'exposition a une préoccupation pédagogique. La première partie est plus aisée d'accès pour les non spécialistes. Elle cherche à qualifier le lecteur néophyte avant d'aborder une deuxième partie plus ardue.

---

1. L'ouvrage imposant de Robert Badouin illustre assez bien cette tendance.

BADOUIN R. *Economie Rurale*. Armand Colin, Paris, 1971. On la retrouve aussi dans la majorité des manuels anglo-saxons récents. Par exemple :

STEVENS R.D. and JABARA C.L. *Agriculture Development Principles*. The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1988.

2. En France, Malassis représente assez bien cette orientation.

MALASSIS L. *Agriculture et processus de développement*. Unesco, Paris, 1973.

Dans la littérature anglosaxonne, on citera l'analyse récente de Timmer qui adopte ce point de vue plurisectoriel et constitue un chapitre à part entière d'un manuel d'économie du développement.

TIMMER C.P. The agricultural transformation, (chapitre 8) in CHENERY H. and SRINIVASAN T.N. *Handbook of Development Economics*. North Holland, Amsterdam, vol. 1, 1988, pp. 275-331.

Mon propos est inverse de celui de Thorbecke. Il n'est pas de comprendre l'influence que les débats sur les stratégies de développement ont exercé sur les théories de la croissance agricole ; à l'évidence Thorbecke pense à celles de ces théories qui adoptent un point de vue normatif, dont on connaît le biais ethnocentriste systématique lorsqu'il prétend à la généralité. Ma préoccupation part du constat inverse que les centres de décisions, des niveaux gouvernementaux à l'exploitation agricole, s'inspirent d'une sorte de culture théorique générale qui consiste à répéter sans discernement les idées à la mode ou les réminiscences vagues et floues de discussions lointaines.

Par exemple, les politiques de promotion des exportations agricoles sont menées sans en mesurer toutes les conséquences ; l'équilibre de la balance des paiements en est l'alibi rationnel que plus personne ne vérifie. On mécanise le travail sur les exploitations sans savoir exactement pourquoi on le fait et quelles conséquences peut avoir la mécanisation aux plans micro et macro-économique ; on le fait simplement parce qu'on a entendu dire qu'il n'y a pas de développement agricole sans augmentation de la productivité ; vérité tellement répétée qu'elle en hérite le statut de dogme, incontestable.

Ma préoccupation est de redonner aux décideurs, ou futurs décideurs, le goût de la réflexion, du doute, et un guide dans ce gigantesque labyrinthe de la littérature à l'intersection de l'économie agricole et de l'économie du développement, pour que la lecture, – notamment de la pensée anglo-saxonne trop parcimonieusement connue du public francophone –, puisse alimenter cette réflexion. Pour atteindre ce but, j'ai essayé de présenter les théories interprétatives plutôt que normatives, bien que la frontière entre les deux ne soit pas toujours très nette, les problématiques plus que les démonstrations, les hypothèses tout autant que les conclusions. Je me suis efforcé de montrer les points de passage entre théorie et pratique, bien que mon parti pris reste de privilégier le niveau théorique. La tonalité générale de ce livre est évidemment économique, alors que l'analyse de la croissance économique en général et de la croissance agricole plus particulièrement ne peut perdre son caractère encore très simpliste et très mécanique qu'en intégrant les rapports sociaux, politiques, culturels qui structurent les sociétés vivantes et se subordonnent certainement les mouvements économiques. Les apports des historiens, des sociologues, des anthropologues, des politologues sont au moins aussi qualifiés que ceux des économistes pour que puisse prendre corps une vision plus juste des évolutions économiques des sociétés rurales.

D'une certaine manière le présent ouvrage, qui se limite à la présentation des approches économiques et par endroit en critique l'étroitesse de vue et d'esprit, montre du doigt le seuil de l'interdisciplinarité à franchir, que Young dans le domaine rural<sup>1</sup>,

---

1. YOUNG F.W. *Interdisciplinary Theories of Rural Development*. Jai Press Inc. Greenwich, Connecticut, 1983.

Etzioni dans le domaine du changement social<sup>1</sup> appellent de leurs vœux.

Ces diverses ambitions seraient certainement présomptueuses si l'on voulait voir dans ce qui suit plus qu'un essai.

---

1. ETZIONI A. *The Moral Dimension ; Toward a New Economics*. The Free Press, Mc Millan, New York, 1988.

Pour une présentation succincte des thèses de la "Société pour l'avancement de la socio-économie", que le sociologue A. Etzioni préside et anime, voir : ETZIONI A. Pour une science déontologique. *Revue du Mauss*, n° 9, 1990, pp. 14-31.

La socio-économie, à la frontière de l'économie et de la sociologie, veut s'opposer à l'hypothèse utilitariste d'un homme réduit à sa seule dimension rationnelle. Elle soutient en revanche que l'individu, comme la société, subordonne ses comportements rationnels à une éthique, à des valeurs d'origine collective. Dans une filiation kantienne, le postulat fondamental est que la loi morale est supérieure à la raison instrumentale, et qu'en conséquence l'homme comme la société revêtent une nature multidimensionnelle. Cette révolution épistémologique annoncée n'est pas si nouvelle ; elle a cependant le mérite de rafraîchir les mémoires et de rappeler les limites de l'économie pure.

PREMIÈRE PARTIE

**L'ANALYSE GLOBALE  
DE LA CROISSANCE AGRICOLE**





Construits à partir des fonctions de production, les modèles globaux ont une *forme générale* que chaque famille de la pensée économique spécifient selon son axiomatique propre.

Cette forme générale simplifiée est donnée par l'expression suivante :

$$y = f + e_F$$

dans laquelle,

$y$  est le taux de variation de la production ( $Y$ );

$f$  est le taux de variation du volume de facteur ou du bloc de facteurs considéré ( $F$ );

$e_F$  est le taux de variation de l'efficacité ( $E_F$ ), ou rendement, du facteur ou du bloc de facteurs.

La théorie globale de la croissance économique se structure conformément au contenu donné à  $F$  et du coup à  $E_F$ . Dans sa magistrale *Histoire de l'analyse économique*, Schumpeter voit dans la trilogie des facteurs, (Terre, Travail et Capital), des agents (propriétaires fonciers, salariés, capitalistes) et des revenus (rente, salaire, profit) la traditionnelle structuration de l'analyse économique<sup>1</sup>. Les modèles globaux de croissance respectent en grande partie cette organisation de la pensée. Dans le modèle physiocratique le facteur de production primordial est la terre, dans le modèle classique le travail, dans les modèles marxiste et keynésien le capital, dans les modèles néoclassique et marxiste la combinaison du capital et du travail considérée respectivement comme technique de production et comme rapport social fondamental du capitalisme.

Une fois postulé(s) le ou les facteur(s) de la croissance, la problématique de ces modèles tourne autour de deux grandes questions, l'une concernant l'origine des facteurs, l'autre concernant les sources de la croissance.

Dans les modèles globaux l'hypothèse la plus fréquente est que l'*origine des facteurs de production* est exogène au modèle. La dotation initiale de facteurs conditionne la croissance économique. Le stock est donc donné et joue comme variable indépendante. Pour l'économiste il s'agit de savoir si les solutions optimales au problème de la rareté (croissance maximale du produit à partir d'un stock donné de facteurs) offrent une image satisfaisante de la réalité. En fait la méthode, qui ne peut être que statique comparative, est décalée et très approximative pour saisir son objet d'analyse qu'est le mouvement. L'autre hypothèse est que l'origine des facteurs est la production elle-même. Pour être mobilisés dans un processus productif les facteurs de production (force de travail, biens d'équipement, biens intermédiaires) doivent être d'abord produits. La disponibilité des facteurs de la production est endogène au modèle. Cette hypothèse permet de relier

---

1. SCHUMPETER J.A. *Histoire de l'analyse économique*. Gallimard, Paris, 1983, tome 2, p. 245.

une variable (un volume de facteur) à son passé (un volume de produit) dans une expression dynamique du type  $F_t = c + \alpha F_{t-1}$ . Elle ouvre ainsi la porte à une approche dynamique de la croissance économique, mais au prix d'une fiction peu acceptable : le produit (unique dans les modèles globaux) doit être suffisamment malléable pour se prêter à la forme fonctionnelle requise comme facteur de production. C'est l'univers de la gelée des modèles putty-putty ou de la viscosité des modèles putty-clay. A vrai dire, seuls les modèles pluri-sectoriels permettent d'entrer dans un univers de solides. Si l'on omet les modèles qui postulent les deux situations en même temps en distinguant les ressources primaires (exogènes) et secondaires (produites), les modèles globaux de la croissance se sont trouvés un véritable "joker" avec les échanges extérieurs, puisque la dotation en ressources primaires peut être modifiée à loisir et tout produit non malléable peut être échangé contre un autre bien non produit nationalement (spécialisation internationale) ou contre un facteur (substitution des importations) sur le marché international. En économie ouverte, on patauge dans la gelée !

Plus intéressante est la question *des sources de la croissance économique*. Elle est de savoir lequel du volume d'un facteur ou de son efficacité contribue le plus à l'accroissement de la production. La théorie a avancé trois thèses successives.

La première est la *loi des rendements décroissants*, selon laquelle l'efficacité d'un facteur est une fonction décroissante de son volume. Elle est au plan social ce que sont les déséconomies d'échelle au plan micro-économique. Malgré elle, la croissance économique est bien le résultat de l'accroissement du volume des facteurs, de leur accumulation. Mais à cause d'elle, l'expansion est constamment en sursis et soumise à la menace d'une décroissance de l'efficacité des facteurs plus que proportionnelle à l'augmentation de leur volume. La seconde est la *loi du progrès technique* selon laquelle le changement technique, qu'il soit ou non incorporé aux facteurs de production, est le principal ressort de la croissance économique. En effet, l'existence d'un surplus économique susceptible de stimuler l'accumulation par l'addition de facteurs aux stocks existants n'est conceptuellement pensable qu'avec l'augmentation de l'efficacité (productivité) des facteurs et l'augmentation de cette efficacité n'est pensable qu'avec l'amélioration des techniques de production. Cette loi est devenue l'axiomatique universelle des théories du développement. La troisième est la *loi des progrès en organisation* selon laquelle l'amélioration de l'efficacité des facteurs reste bien le mécanisme central de la croissance mais provient moins du changement technique que d'un ensemble disparate de phénomènes complexes qui touchent tous de près ou de loin aux rapports sociaux et à l'organisation sociale : courbe d'apprentissage (learning by doing), qualification collective et individuelle de la main-d'œuvre, formes et gestion des entreprises, valeurs sociales et motivations des acteurs, répartition du revenu et des ressources, structures et droits de la

propriété, etc. Les trois thèses ne s'excluent pas et tendent au contraire à se superposer pour offrir une palette d'explications plus complexes de la croissance, où volume et efficacité des facteurs se combinent dans des proportions variables pour donner lieu au développement.

Mais l'histoire a réservé à la pensée économique une de ces ruses dont elle a le secret. Pendant les quatre dernières décennies les débats sur l'économie de la croissance se sont polarisés sur cette question du rôle respectif de l'accumulation et de la productivité des facteurs. Par suite de la volonté des économistes, dans un empirisme bien anglo-saxon, de laisser le soin aux statistiques de trancher une question théoriquement épineuse, le débat s'est cristallisé sur des problèmes de mesure et sur l'obstacle habituel d'agrégation, pour finalement découvrir que cette question conceptuelle était sans solution économétrique. Elle trébuche en effet sur le problème méthodologique d'identification. Volume et productivité d'un facteur ne peuvent être définis de manière indépendante. L'approche quantitative ne peut trancher puisque ce qui n'est pas comptabilisé dans le volume (des différences de qualité par exemple) doit l'être dans la productivité et réciproquement. La réponse ne peut être que d'ordre conventionnel, institutionnel, historique. Une telle conclusion oblige la théorie de la croissance à l'abandon d'un grand nombre de certitudes qu'il serait intéressant d'évaluer pour apprécier ce qui reste de solide et de crédible de l'approche globale.

